

ASSOCIATION ADSEA 83

Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

PKF Arsilon Commissariat aux Comptes
Société de commissariat aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Membres
ASSOCIATION ADSEA 83
220 Rue Marcelin Berthelot
83130 LA GARDE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ADSEA 83 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nice, le 19 mai 2025

Le commissaire aux comptes
PKF Arsilon Commissariat aux Comptes



Mohamed Bouzdou

BILAN

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	48 368	4 436	43 932	
Concessions, brevets et droits assimilés	126 761	107 953	18 809	954
Immobilisations corporelles				
Terrains				197 037
Constructions				750 315
Autres immobilisations corporelles	2 991 744	2 371 650	620 094	518 452
Immob. en cours / Avances et acomptes				11 922
Immobilisations financières				
Autres immobilisations financières	1 283 352	25 962	1 257 390	1 264 100
ACTIF IMMOBILISE	4 450 226	2 510 001	1 940 225	2 742 779
Stocks				
Avances et acomptes versés sur comman				832
Créances				
Usagers et comptes rattachés	2 301 746	25 251	2 276 495	4 123 164
Autres créances	784 436	42 849	741 587	854 553
Divers				
Valeurs mobilières de placement	14 457		14 457	14 183
Disponibilités	12 988 530		12 988 530	15 886 630
Charges constatées d'avance	36 082		36 082	114 638
ACTIF CIRCULANT	16 125 250	68 100	16 057 150	20 994 000
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL DE L'ACTIF				
	20 575 476	2 578 101	17 997 375	23 736 778



BILAN

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
PASSIF		
Fonds associatifs sans droit de reprise	657 052	657 052
Réserves réglementées	40 000	40 000
Autres réserves	3 228 351	3 219 248
Report à nouveau	-2 506 703	-2 631 375
RESULTAT DE L'EXERCICE	1 957 749	1 026 451
Subventions d'investissement	73 592	776 463
Provisions réglementées	1 084 060	1 076 557
FONDS PROPRES	4 534 102	4 164 396
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Résultat sous contrôle	-1 018 103	-1 910 778
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS	-1 018 103	-1 910 778
Provisions pour risques	587 215	342 300
Provisions pour charges	1 760 097	1 734 792
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	2 347 312	2 077 092
Fonds dédiés sur subventions	208 694	225 156
FONDS DEDIES	208 694	225 156
Emprunts obligataires convertibles		
<i>Emprunts</i>		885 016
<i>Découverts et concours bancaires</i>	6 666 712	13 110 681
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	6 666 712	13 995 697
Emprunts et dettes financières diverses	19 807	15 618
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	583 253	732 608
Dettes fiscales et sociales	4 094 321	3 758 862
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	70 256	
Autres dettes	491 021	678 128
DETTES	11 925 370	19 180 913
ECARTS DE CONVERSION		
TOTAL DU PASSIF	17 997 375	23 736 778



COMPTE DE RESULTAT

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services	172 882,72	183 794,57
Ventes de prestations services	172 882,72	183 794,57
Produits de tiers financeurs	37 026 803,41	34 701 815,13
Concours publics et subventions d'exploitation	37 026 803,41	34 701 814,89
Contributions financières		0,24
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges	470 951,14	398 431,03
Utilisation des fonds dédiés	62 862,24	61 649,50
Autres produits	759 242,21	878 127,10
Total I	38 492 741,72	36 223 817,33
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	12 348 398,09	11 250 764,90
Impôts, taxes et versements assimilés	1 907 068,86	2 131 694,57
Salaires et traitements	14 449 042,97	14 061 992,27
Charges sociales	6 689 618,63	6 392 745,02
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	306 312,99	493 793,18
Dotations aux provisions	430 129,78	324 212,00
Reports en fonds dédiés	46 400,00	26 160,00
Autres charges	542 653,38	440 261,79
Total II	36 719 624,70	35 121 623,73
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	1 773 117,02	1 102 193,60
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	4 978,72	336,16
Total III	4 978,72	336,16
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amort., aux dépréciations et provisions	25 962,18	
Intérêts et charges assimilées	53 121,58	25 972,16
Total IV	79 083,76	25 972,16
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-74 105,04	-25 636,00
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	1 699 011,98	1 076 557,60
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	379 841,67	246 090,98
Sur opérations en capital	1 220 123,06	
Reprises provisions, dép., et transferts de charge	323 849,70	30 085,29
Total V	1 923 814,43	276 176,27
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	603 935,48	326 000,30
Sur opérations en capital	1 021 937,16	283,05
Dot. amortissements, aux dépréciations et provisions	39 204,40	
Total VI	1 665 077,04	326 283,35
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	258 737,39	-50 107,08
Total des produits (I + III + V)	40 421 534,87	36 500 329,76
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII)	38 463 785,50	35 473 879,24



COMPTE DE RESULTAT

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
EXCEDENT OU DEFICIT	1 957 749,37	1 026 450,52
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NAT TOTAL		



Comptes annuels

31/12/2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : ADSEAAV

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 17 997 375 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 1 957 749 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 08/04/2025 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'Association Départementale de Sauvegarde de l'Enfance, de l'Adolescence et des Adultes en Difficulté du Var (ADSEAAV), dite Sauvegarde du Var, déclarée en sous-préfecture de Toulon le 21 janvier 1958, et issue de l'Association Toulonnaise de Protection de l'Enfance créée le 14 janvier 1947, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.

L'Association a pour but le soutien et l'accompagnement des enfants, des adolescents et des adultes en difficulté.

Pour cela, elle a la capacité à créer et gérer des établissements et structures qui permettent de répondre à ce but et à développer des actions de formation, de recherche, d'études et d'accompagnement, d'agir avec tous les organismes publics et privés nécessaires à ces missions.

L'Association intervient sur l'ensemble du Var. Elle est organisée en 5 Pôles depuis 2013 et la répartition des activités est la suivante:

Ressources : Siège social et Association

Milieu Ouvert : AEMO, AEMO Spécial Jeunes, MJIE, Médiation familiale, Espace Rencontre, DVMO (début mai 2020 pour 18 mois à titre expérimental)

Mineur Non Accompagné : des structures collectives : Mise à l'abri à la Valette du Var, Agora à Cuers, Le Blue à la Seyne, Le Portalet à Hyères, Le Relais à Trans en Provence, et un dispositif d'accompagnement en appartement diffus.

Hébergement : PFS, RCV, RCVR

Soins Santé : CMPP, ACT, ASLL, ESAT, SAVS

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. .

Ainsi que le règlement N°2019-04 du 08 novembre 2019 et le règlement ANC 2014 - 03.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.



Règles et méthodes comptables

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : de 3 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.



Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentatio	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement		48 368		48 368
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	104 219	22 542		126 761
Immobilisations incorporelles	104 219	70 910		175 130
- Terrains	197 037		197 037	
- Constructions sur sol propre	788 146		788 146	
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	1 078 336	78 813	4 886	1 152 264
- Matériel de transport	229 551	175 543	107 000	298 093
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 352 464	167 707	5 598	1 514 573
- Emballages récupérables et divers	19 942	6 871		26 814
- Immobilisations corporelles en cours	11 922		11 922	
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	3 677 398	428 934	1 114 589	2 991 744
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	1 264 100	19 252		1 283 352
Immobilisations financières	1 264 100	19 252		1 283 352
ACTIF IMMOBILISE	5 045 718	519 096	1 114 589	4 450 226



Notes sur le bilan

Immobilisations incorporelles

la durée d’amortissement (dont logiciels) est de 1 à 10 ans.

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentatio	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement		4 436		4 436
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	103 266	4 687		107 953
Immobilisations incorporelles	103 266	9 123		112 389
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	37 831	1 401	39 232	
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	888 308	68 002	4 198	952 112
- Matériel de transport	183 253	69 922	31 701	221 473
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 073 217	111 443	5 598	1 179 062
- Emballages récupérables et divers	17 064	1 939		19 003
Immobilisations corporelles	2 199 673	252 706	80 729	2 371 650
ACTIF IMMOBILISE	2 302 939	261 829	80 729	2 484 039



Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 4 405 615 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	1 283 352		1 283 352
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	2 301 746	2 301 746	
Autres	784 436	784 436	
Charges constatées d'avance	36 082	36 082	
Total	4 405 615	3 122 264	1 283 352
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

FONDS AVANCES POUR LE COMPTE DES USAGERS

Au 31/12/2024, le montant des fonds dus aux usagers s'élèvent à 239 281 €. Pour mémoire, en 2023 l'association détenait des fonds reçus ou déposer pour les usagers à hauteur de 147 504€.

En 2023, des comptes bancaires dédiés ont été ouvert à chaque usagers recevant des fonds afin d'isoler ces fonds de la trésorerie de l'Association.

Produits à recevoir

	Montant
CLIENTS FACTURES A ETABLIR	413 843
FOURNISSEURS - AVOIR A RECEVOIR	541
IJSS	63 232
PRODUITS A RECEVOIR	592 905
Total	1 070 521



Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières		25 962		25 962
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières	615 596	61 732	609 229	68 100
Total	615 596	87 694	609 229	94 062
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		44 484	323 040	
Financières		25 962		
Exceptionnelles			284 556	



Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds associatifs

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommatio	A la clôture
Fonds propres sans droit de re	657 052				657 052
Fonds propres avec droit de re	-1 910 778	820 980	143 390	71 695	-1 018 103
Ecarts de réévaluation					
Réserves	3 259 248	9 103			3 268 351
Report à Nouveau	-2 631 375	124 672			-2 506 703
Excédent ou déficit de l'exercic	1 026 451	-1 026 451	1 957 749		1 957 749
Situation nette	400 598	-71 695	2 101 139	71 695	2 358 347
Fonds propres consommptibles					
Subventions d'investissement	776 463			702 871	73 592
Provisions réglementées	1 076 557		7 503		1 084 060
Droits de propriétaires (Commo					
TOTAL	2 253 618	-71 695	2 108 642	774 566	3 515 999

Le tableau qui suit, intitulé « Variation des fonds propres », énoncé par l'Art.431-5 du règlement ANC n°2018-06, se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'Art.833-11 du règlement ANC n°2014-03.

Provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Reconstitution des gisements pétroliers				
Pour investissements				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Prêts d'installation				
Autres provisions	1 076 557	39 204	31 701	1 084 060
Total	1 076 557	39 204	31 701	1 084 060
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation				
Financières				
Exceptionnelles		39 204	31 701	



Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercic	Dotations de l'exercic	Reprises utilisées de l'exercic	Reprises non utilisée de l'exercic	Provisions à la fin de l'exercic
Litiges	255 300	176 915	22 000		410 215
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités	87 000	99 000	9 000		177 000
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	1 734 792	138 598	113 293		1 760 097
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	2 077 092	414 513	144 293		2 347 312
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		430 130	144 293		
Financières					
Exceptionnelles		45 200	16 466		

Les nouvelles règles légales sur l'acquisition de droit à congés payés pendant un arrêt maladie et sur la prise de ces congés, issues de la Loi N° 2024-364 du 22 avril 2024, sont entrées en vigueur le 24/04/2024.

Compte tenu de l'incertitude sur de nombreuses questions pratiques, la valorisation de l'impact sur les comptes au 31 décembre 2024 de l'Association est incertaine. L'Association estime que la sortie de ressource est incertaine. De ce fait, il a été décidé de ne pas constituer de provision à ce titre dans les comptes 2024.



Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 11 925 370 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un a	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	6 666 712	6 666 712		
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	19 807	19 807		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	583 253	583 253		
Dettes fiscales et sociales	4 094 321	4 094 321		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	70 256	70 256		
Autres dettes (**)	491 021	491 021		
Produits constatés d'avance				
Total	11 925 370	11 925 370		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	880 027			
(**) Dont envers les associés				

(**) Autres dettes : 491 021
Dont créances reçues par legs et donations : 0
AUTRES DETTES

Le montant du poste « aux autres dettes dont créance reçues par legs et donations » de 491 021 € correspond principalement:

- 239 281 € comptes de bénéficiaires,
- 215 080 € trop versés



Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS FACTURES NON PARVENUES	93 401
FOURNISSEURS IMMOS FACTURES NON PAR	7 615
DETTES POUR CONGES PAYES	1 245 111
DETTES POUR RTT	69 759
PERSONNEL CHARGES A PAYER	40 613
DETTE FCP CET	524 632
CHARGES SOCIALES CP	623 913
CHARGES SOCIALES RTT	41 291
CHARGES SOCIALES A PAYER	1 206
Total	2 647 541

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATEES D AVANCE	36 082		
Total	36 082		



Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 43 651 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Analyse du résultat

	Déficit	Bénéfice
Résultat de l'exercice		1 957 749
SIEGE		53 601
AEMO		393 087
DVMO		
PFS	299 441	
RESEAU		80 165
RCVR		256 945
ALTERNATIVE		72 814
AEMO SPECIAL JEUNES	47 715	
CMPP	41 836	
MNA RELAIS		155 970
MNA AGORA		180 779
MNA PORTALET		212 535
MNA MALA/EVAL/OPP		4 279
MNA DIFFUS		305 003
MNA BLUE		65 610
ACT		121 844
SIE/MIJE		14 890
LHSS		45 556
ESAT SOCIAL		17 363
SAVS		41 010
Part du résultat sur gestion conventionnée	388 992	2 021 451
Part du résultat sur gestion libre		325 290



Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 459 personnes.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres				42
Employés				418
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
Total				459

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

Les rémunérations allouées aux dirigeants ont représenté un montant de 260 808 euros.

* Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés : 260 808 euros.
(article 30 de la loi n°3006-586 du 23 mai 2006)



Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
CAUTION FONDS DE DOTATION La Sauvegarde du Var	3 550 000
Avals et cautions	3 550 000
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
Total	3 550 000

Engagements donnés
Cautions bancaires
L'Association est caution solidaire sur un prêt bancaire souscrit par le fonds de dotation ADSEAAV pour un montant de 3 500 000€. les interets et commissions afferntes à ce pret ne sont pas valorisés.

Les engagements à court terme ne sont pas valorisé (LLD).
Ces contrats représentent en 2024, une charge d'exploitation d'un montant de 660 001€.

Engagements de retraite

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 1 760 097 euros
Jusqu'au bilan clos du 31/12/2018, l'engagement de retraite était comptabilisé à hauteur des financements accordés par les autorités de tarification au poste fonds dédiés. Au 31/12/2023, l'engagement de retraite a été comptabilisé en provisions pour charges pour son montant total, soit 1 734792 €.
La quote-part de l'engagement non provisionné au 31/12/2019,1 577 406€, a été imputé sur les fonds propres au poste Report à nouveaux.

Les valeurs des engagements au 31 12 2024 est de 1 760 097 €.

Ces évaluations ont été réalisées sur la base des données démographiques et salariales au 31/12/2024, dans le respect des principes comptables français (recommandation n°2013-R.02 du 7 novembre 2013 et avis n°2004-05 du 25 mars 2004 de l'ANC) dans le cas d'un départ volontaire en retraite du salarié (hypothèse retenue pour l'évaluations).Dans ces conditions, son indemnité est soumise à charges sociales.



Autres informations

Taux d'actualisation: 3.40%
Taux de progression des salaires : 2.10%
Type de départ : initiative du salarié
Taux de charges sociales patronales : 58.10% pour les cadres et 47.35% pour les non cadres
Taux de mortalité : INSEE 2018-2020
Taux de turn over : 5.91%

Age de départ :
L'âge de départ en retraite est fixé en ajoutant à l'âge de début de carrière, le nombre de trimestres nécessaires pour liquider la rente sécurité sociale sans abattement. Les carrières longues sont prises en compte dans la mesure où les conditions se sont largement assouplies, elles concernent beaucoup plus de salariés, notamment en raison de l'ajout d'un cas pour les salariés ayant commencé leur carrière avant 21 ans

Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouvertur de l' exercice	Reports	Utilisations Montant global	Utilisations Dont rembours.	Transferts	A la clôture de l'exerci Montant global	A la clôture de l'exerci Dont fonds dédiés (pr sans dép.)
	A		B		C	A - B + C	
fonds dédiés inve	108 088	108 088	16 466		45 200	136 822	
fonds dédiés expl	117 067	117 066	46 396		1 200	71 870	
Total	225 155	225 154	62 862		46 400	208 692	

A la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard, est inscrite en charge en « reports en fonds dédiés » et au passif du bilan en « fonds dédiés ».

Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « utilisation de fonds dédiés ».

Les fonds dédiés constitués au 31/12/2024 s'élèvent à 208 693 €

Les subventions d'exploitation sont comprises dans les produits de l'association, lorsque :

1 Cette dernière a reçu une notification d'une collectivité locale (par acte administratif) ou d'un organisme financeur,

2 Et/ou qu'une convention de financement a été signée entre les parties.

La part non consommée des subventions de fonctionnement affectées est inscrite en fonds dédiés



Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

FRAUDE D'UN SALARIE DE L'ASSOCIATION : ETAT DES LIEUX ET CONSEQUENCES SUR LES COMPTES

Au cours du premier trimestre 2021, l'Association a identifié une fraude de la part d'un salarié.

A la date d'arrêté des comptes 2020, le préjudice a été évalué pour la période 2018 à mars 2021 à 274 722€, ce montant a été actualisé par des travaux complémentaires à la somme de 284 556€.

Cette somme est totalement provisionnée au 31/12/2022.

Dans le cadre d'un protocole d'accord, le salarié a reversé la somme de 357 940€.

A la date d'arrêté des comptes, la procédure est clôturée. Le jugement du 06 juin 2024 deboute de l'intégralité les demandes de l'ancien salarié.

FINANCEMENT DVMO :

Historique

Selon un courrier du Conseil départemental du Var en date du 24 novembre 2021 « notification du prix de journée » le financement du service DVMO est effectué sur :

- La reprise des excédents 2020/2021 du service AEMO à hauteur de 660 000€
- sur les provisions constatées 2017 et rejetées par le service de la tarification à hauteur de 777 445€,

Pour la période du 01/05/2020 au 30/04/2023, le montant total du financement annoncé est donc de 1 666 137€, il est à noter que la somme arithmétique des éléments affectés par le CD du VAR au financement du DVMO représente 1 437 445€. Les charges réelles sur la période s'élève à 1 861 426€. un déficit cumulé sur la période est de 423 981€.

Nous restons dans l'attente d'un financement complémentaire du Conseil Départemental du Var.

SUIVI DE LA DETTE DU CMPP VIS-A-VIS de l'ARS

Historique

A la suite d'un arrêté tardif du prix de journée 20210 du CMPP, il en ressortait un prix de journée nettement inférieur au prix de séance facturé et débouchait sur une rétroactivité du prix de séance négative. Au regard de la situation exceptionnelle, l'ARS a notifié dans le rapport de tarification qu'elle ne procéderait pas à la rétroactivité du prix de séance et que l'excédent de produit dégagé (soit 737 868.72€) serait repris par tiers à compter du budget prévisionnel 2012.

L'ARS sur les budgets prévisionnels 2012, 2013 et 2014 n'a pas repris cet excédent conformément au rapport de tarification 2010. En 2015, l'ARS a notifié à l'Association le reclassement de cet excédent en dette. Cette dernière est reprise sur 10 ans en diminution des produits sur les budgets prévisionnels à compter de 2015.

Pour respecter les mécanismes comptables de reprise de résultat des établissements sociaux et médico-sociaux, le solde de la dette a été maintenue dans le compte 10686000 (Réserve de compensation).

Suite à un courrier en date du 21/01/2016, le solde de 716 945.08€ au 31/12/2015, l'ARS nous informe que cette dernière sera reprise par dixième jusqu'à extinction.

Cette dette viendra en déduction des charges d'exploitation des budgets prévisionnels et n'entre pas dans le mécanisme comptable de reprise de résultat des établissements sociaux et médico-sociaux. Nous avons alors procédé à son reclassement en compte 46600000 "Excédents de versements".

Au 31/12/2024, ce compte présente un solde de 215 080.08€



Synthèse de l'Annexe

	Applicable	Non applicable	Non significatif
- Règles et méthodes comptables	x		
- Faits caractéristiques	x		
- Actif immobilisé	x		
- Détail des immobilisations		x	
- Estimation du portefeuille de TIAP		x	
- Liste des filiales		x	
- Détail des amortissements		x	
- Etat des échéances des créances	x		
- Etat des échéances des dettes	x		
- Dettes garanties par des suretés réelles		x	
- Tableau de variation des fonds propres	x		
- Provisions réglementées	x		
- Provisions pour risques et charges	x		
- Charges constatées d'avance	x (Détail)		
- Produits constatés d'avance		x	
- Produits à recevoir	x (Détail)		
- Charges à payer	x (Détail)		
- Ventilation des ressources nettes		x	
- Honoraires des commissaires aux comptes	x		
- Subventions d'exploitation		x	
- Concours publics et subventions		x	
- Résultat financier		x	
- Eléments exceptionnels		x	
- Analyse du résultat	x		
- Tableau des effectifs	x		
- Rémunération des dirigeants	x		
- Engagements financiers donnés	x		
- Engagements financiers reçus		x	
- Crédit-bail		x	
- Crédit-bail (Etat simplifié)		x	
- Engagement de retraite	x		
- CICE		x	
- Contributions volontaires		x	
- Suivi des legs et donations		x	
- Détail des legs, donations et assurances-vie		x	
- Suivi des dons restant à vendre		x	
- Legs autorisés à réaliser		x	
- Suivi des subventions affectées	x		
- Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organ		x	
- Fonds dédiés sur générosité du public		x	
- Compte de résultat par origine et destination		x	
- Etat séparé des avantages et des ressources provenant de		x	

